



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME

Valence, le **20 NOV. 2017**

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Unité Inter-Départementale Drôme-Ardèche

Subdivision 6
Affaire suivie par : Pascal BRIE
Tél. : 04 75 82 46 46
Télécopie : 04 75 82 46 49
Courriel : pascal.brie@developpement-durable.gouv.fr

PRÉFECTURE DE LA DROME
Direction départementale de la
protection des populations (DDPP)
Service Environnement
33 avenue de Romans BP 96
26 904 Valence cedex 9

20171113-RAP-DAEN0862

DÉPARTEMENT DE LA DROME

Dossier de porter à connaissance – Mise à jour de l'étude de dangers
Société ONYX ARA à VALENCE

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT Rapport de l'inspection de l'environnement

Objet	: Centre de tri-transit-regroupement de déchets de VALENCE. Dossier de porter à connaissance – Mise à jour de l'étude de dangers du centre – Mise à jour des prescriptions préfectorales.
Réf	: Code de l'environnement Arrêté préfectoral d'autorisation n° 2579 du 18 juillet 1994 Arrêté préfectoral n°2012179-0004 du 27 juin 2012 de mise à jour des rubriques de classement du centre Dossier de porter à connaissance transmis le 10/01/2017 (version numérique n°5)
Annexes	: 1 – Tableau de classement actuel du centre 2 – Plan du site et de ses abords 3 – Tableaux de probabilité et gravité 4 – Projet d'arrêté préfectoral de mise à jour des prescriptions
Raison sociale	: Société ONYX Auvergne-Rhône-Alpes (ONYX ARA)
Adresse de l'établissement	: Agence Drôme Ardèche Z.A. Briffaut Est 223 rue de la Forêt 26 000 VALENCE
Activité exercée	: Tri-transit-regroupement de déchets
Code S3IC de l'établissement	: 61.2764
Priorité DREAL	: P3

INTRODUCTION

L'inspection des installations classées a procédé le 25 février 2016 à une visite du centre de tri, transit, regroupement de déchets exploité par la société ONYX ARA à VALENCE, dans la zone artisanale de Briffaut Est.

À cette occasion ont été constatées des évolutions significatives entre, d'une part les dossiers de demande de l'exploitant sur lesquels s'appuient les arrêtés préfectoraux réglementant les installations du centre, d'autre part les installations et bâtiments exploités. L'enjeu en termes de risques d'incendie nous a conduit à demander à l'exploitant la mise à jour de l'étude de dangers relative à ce centre. Cette mise à jour a été confiée à Bureau VERITAS.

Un dossier de porter à connaissance a également été réalisé par l'exploitant, en application de l'article R.181-46 (anciennement R.512-33) du code de l'environnement, compte tenu des diverses évolutions du centre, abordées dans le présent rapport.

Plusieurs versions de ces documents ont été produites par l'exploitant et ont fait l'objet d'échanges avec l'inspection des installations classées. Les versions considérées recevables et exposées dans ce rapport (version n°5 pour le dossier de porter à connaissance) nous ont été remises le 10 janvier 2017.

Le centre, créé en 1994, assure le tri, transit, regroupement :

– de déchets non dangereux, il s'agit essentiellement de déchets industriels tels que papiers, cartons, plastiques. Après tri et regroupement, une mise en balles est réalisée en vue de la valorisation.

– de déchets dangereux : La quantité maximale présente est limitée à 25 tonnes, comme précisé dans l'arrêté préfectoral du 15 avril 2004 relatif au centre. Sont contenues dans ces déchets des substances dangereuses dont les quantités maximales apparaissent, par catégories, dans le tableau de classement du centre figurant à l'article premier de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2012 (voir annexe 1 au présent rapport).

Dans la mesure où il relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2714 et 2717, le centre est soumis à garanties financières, en application de l'arrêté ministériel du 12 février 2015 modifiant l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières, en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement (annexe I de l'arrêté). Le montant calculé (voir rapport DREAL du 24 septembre 2014 référencé 20140924-RAP-DAEN0966) s'élève à 122 192 euros. Par arrêté préfectoral du 12 décembre 2014, des prescriptions spécifiques portant sur les garanties financières ont été imposées à l'exploitant.

I – DOSSIER DE PORTER A CONNAISSANCE

L'article R. 181-46 du code de l'environnement précise :

« I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale (...);

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la

connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.(...) »

Les rubriques figurant dans le tableau de classement du centre sont actuellement précisées à l'article premier de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2012 (voir annexe 1 au présent rapport). Dans son dossier de porter à connaissance, l'exploitant présente les évolutions suivantes, en place ou souhaitées, dont certaines entraînent une évolution de ce tableau de classement :

a) Stockage de carburant – Transit de déchets de métaux

L'exploitant signale que le stockage de gasoil en réservoir enterré double enveloppe avec détecteur de fuite a une capacité de 40 m³ et non de 32 m³. Cette évolution ne modifie pas le régime de classement sous la nouvelle rubrique 4734 qui remplace la rubrique 1432, supprimée depuis juin 2015 : Le stockage reste non classable.

Actuellement, l'exploitant est autorisé à exploiter un stockage de métaux et déchets de métaux pour une surface maximale de 150 m², dépassant ainsi le seuil de déclaration de 100 m² associé à la rubrique 2713. L'exploitant précise que les activités exercées dans le centre ne nécessitent pas un stockage d'une telle emprise, une surface maximale de 90 m² est suffisante, le stockage devient donc non classable.

b) Activité de collecte de déchets apportés par leur producteur initial

Cette activité relève de la rubrique 2710 de la nomenclature des installations classées, la quantité maximale de déchets susceptibles d'être déposés serait inférieure aux seuils d'autorisation et d'enregistrement, mais supérieure au seuil de déclaration, le libellé serait donc :

Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets :

1. Collecte de déchets dangereux : Maximum 1,5 tonnes Déclaration avec contrôle périodique

La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant comprise entre 1 et 7 tonnes.

2. Collecte de déchets non dangereux : Maximum 110 m³ Déclaration avec contrôle périodique

Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant compris entre 100 m³ et 300 m³.

Pour ce qui concerne les déchets dangereux, les apports se font à la plate-forme de transit de déchets dangereux ; ils sont rangés et stockés en fonction de leur nature par un opérateur de la société ONYX.

Pour ce qui concerne les déchets non dangereux, les apports se font dans des fosses qui permettent de séparer ce flux des autres apports.

L'exploitant souligne que cette activité existe depuis de nombreuses années et qu'elle a été intégrée dans la mise à jour de l'étude de dangers.

c) Installations de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux, relevant de la rubrique 2714

L'exploitant signale qu'il souhaite voir ainsi évoluer les stockages des catégories de déchets concernées :

Situation actuelle

Le volume susceptible d'être présent dans l'installation s'élève au maximum à 1400 m³, ainsi composé :

- Plastiques, caoutchouc : 150 m³ ;
- Papiers, cartons : 860 m³ ;
- Bois : 150 m³ ;
- Déchets verts : 240 m³.

Situation souhaitée

Le volume susceptible d'être présent dans l'installation s'élève au maximum à 1400 m³, ainsi composé :

- Plastiques, caoutchouc : 320 m³ ;

- Papiers, cartons : : 840 m³ ;
- Bois : : 150 m³ ;
- Déchets verts : : 90 m³.

La quantité globale de ces déchets reste inchangée.

d) Tri, transit regroupement de DEEE

Les installations de transit, regroupement ou tri de déchets de DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) relèvent de la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées. Bien que la plupart de ces équipements contiennent des substances dangereuses, ils ne sont pas classables sous les rubriques 2717 ou 2718 de la nomenclature.

L'exploitant signale que la quantité maximale de DEEE susceptible d'être présente dans son établissement s'élève à 90 m³, l'installation n'est donc pas classable puisque le seuil de déclaration est fixé à 100 m³. Ce type de déchets est stocké au niveau de la plate-forme de déchets dangereux.

e) Intégration de l'activité de transit de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes

Cette activité relève de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées, car les déchets d'amiante sont classés dangereux. L'exploitant précise que le tableau de classement actuel n'intègre pas cette activité alors qu'elle est exercée depuis de nombreuses années, il s'agit d'une omission. En effet, l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2004 relatif au centre mentionne bien l'amiante lié dans la liste des déchets admis. La capacité de transit maximale dans le centre s'élève à 8 tonnes.

L'exploitant souligne que cette activité est soumise à des contraintes réglementaires fortes, respectées à ce jour (emballage étanche, étiquetage et bordereau de suivi de déchets amiante en particulier)

f) Evolution des horaires d'ouverture du centre

L'arrêté préfectoral n°05-2903 du 5 juillet 2005 relatif au centre impose à son article premier les horaires suivants :
Lundi au vendredi : 6h30 à 19h30 Samedi de 6h30 à 12h30

L'évolution suivante est souhaitée : Du lundi au vendredi de 5h à 19h Le samedi de 6h30 à 12h

L'exploitant précise que l'ouverture à 5h est liée au fonctionnement du centre de tri et non pas aux apports. Aucun bruit ne sera généré par le trafic routier entre 5h et 6h30.

Afin de vérifier la conformité du centre vis-à-vis des contraintes réglementaires applicables en matière d'émissions sonores, l'exploitant s'engage à faire réaliser une campagne de mesures de bruit dans les trois mois suivant l'autorisation éventuellement accordée.

g) Existence d'un auvent de stockage des balles de déchets non dangereux

L'exploitant a construit en 2015 un auvent destiné à protéger des intempéries ses balles de déchets de plastiques et de cartons. L'exploitant souligne que cet auvent permet :

- d'améliorer l'impact paysager du centre par la diminution des envois et la dissimulation des balles ;
- d'améliorer la qualité des eaux pluviales puisque celles qui ruissellent sur le toit du auvent ne sont plus susceptibles de se charger en polluants.

Les caractéristiques du auvent sont les suivantes :

Longueur : 47 m. Largeur : 23 m. Hauteur : 12 m sous ferme

Armature métallique. Bardage total sur 2 côtés et partiel (moitié de la largeur du auvent) sur un 3ème côté.

h) Directive SEVESO 3

Une démarche de détermination du statut SEVESO est à entreprendre, notamment, pour tout établissement appelé à gérer des déchets dangereux en quantité relativement importante. Un guide détaille cette démarche, il a été élaboré par le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie avec l'appui de l'INERIS et date de décembre 2015.

La **rubrique 2717** de la nomenclature des installations classées a évolué par décrets des 11 septembre 2013 et 3 mars 2014, son libellé est désormais le suivant :

« Installations de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719 et 2793

La quantité des substances ou mélanges dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieures ou égales aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges. (Régime de l'autorisation)»

L'exploitant a procédé, pour son centre de VALENCE, à une analyse des différentes catégories de déchets dangereux susceptibles d'être présentes dans son centre, il conclut qu'aucun des seuils A des rubriques d'emploi ou stockage associées aux produits dangereux contenus (rubriques 4000) n'est atteint.

En conséquence, il demande à faire évoluer le tableau de classement actuel du centre : La rubrique 2717 n'a plus à y figurer, elle est à remplacer par la **rubrique 2718** dont le libellé est le suivant :

« Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.

La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :

- | | |
|--------------------------------|--|
| 1. Supérieure ou égale à 1 t ; | Autorisation |
| 2. Inférieure à 1 t. | Déclaration avec contrôle périodique » |

Les déchets dangereux (hors amiante et DEEE) susceptibles d'être présents dans le centre, limités à 25 tonnes, sont précisés ci-dessous, ils figurent en annexe 1 de l'étude de dangers :

Déchets	Quantités
Pâteux	16,250 t
Emballages souillés	
Solvants	4,650 t
Huiles	
Bases	0,350 t
Acides	0,400 t
Phytosanitaires	0,250 t
Néons, piles, batteries	1,250 t
Produits de laboratoires / réactifs	0,850 t
Aérosols / Bouteilles de gaz	1 t
TOTAL	25 tonnes

Notons que des pourcentages de substances dangereuses contenues dans les différentes catégories de déchets dangereux figurent dans le guide de décembre 2015 évoqué ci-dessus (étude menée sur les déchèteries en 2011/2012 par les syndicats professionnels, chapitre 2.3.3). L'exploitant signale que pour son centre de VALENCE, certaines familles de déchets proviennent davantage d'établissements industriels que de déchèteries, il a donc augmenté le pourcentage de matières dangereuses, pour une approche plus réaliste :

Famille	Xi du guide	Xi retenu
Acides/bases	5%	90%
Pesticides et engrais	2%	50%
Déchets de laboratoire	0.3%	90%
Aérosols et générateurs de gaz	5%	90%

L'exploitant présente le tableau suivant, qui montre qu'avec les hypothèses adoptées, les quantités de déchets dangereux stockées sont en deçà des seuils d'autorisation, et donc des seuils SEVESO, y compris en appliquant la règle du cumul.

Rubrique JOPE	Quantité max estimée stockée (en kg)	Seuil Seveso bas (en kg)	Seuil Autorisation (en kg)	Mention de danger	Propriété de danger	Famille de danger	qx/Qx	Somme des qx/Qx				
4110	476	5 000	solide 1 000	H330 / 310 / 300	HP6	Dangereux santé	0,153	0,183				
	249		Liq 250									
	40		Gaz 50									
4150	150	50 000	20 000	H370	HP5	Dangereux santé	0,003					
4120	voir 4110		solide 50 000 Liq 10 000 Gaz 2 000	H330 / 310 / 300	HP6	Dangereux santé						
4510	7045	100 000	100 000	H400 / H410	HP14	Dgrx pr l'environnement	0,070	0,076				
4511	600	200 000	200 000	H411	HP14	Dgrx pr l'environnement	0,003					
4330	3830	10 000	10 000	H224 / 225 / 228	HP3	dangers physiques	0,383	0,480				
4331	Voir 4330		1 000 000	H224 / 225 / 228	HP3	dangers physiques						
4310	900	10 000	10 000	H220 / 221	HP3	dangers physiques	0,090					
4320	Voir 4310		150 000	H222 / 223	HP4	dangers physiques						
4321	Voir 4310		5 000 000	H222 / 223	HP5	dangers physiques						
4440	67,5	50 000	50 000	H270 / 271	HP2	dangers physiques	0,0014					
4441				H272								
4442												

Avec les déchets d'amiante (8 tonnes) mentionnés au paragraphe e) ci-dessus, on a **un total de déchets dangereux de 33 tonnes dans le centre.**

i) Autres évolutions non mentionnées dans le dossier de porter à connaissance

Dans le cadre d'un échange avec l'exploitant le 13 février 2017, les évolutions suivantes ont été constatées :

Rubrique 2791 à supprimer : Il n'y a en effet dans l'établissement aucun traitement de déchets non dangereux ; le tri n'est pas un traitement et la mise en balles n'est qu'un conditionnement.

Prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1994 inadaptées :

*** Émissions atmosphériques (article VI) :** *Il est imposé la captation des émissions atmosphériques au niveau de la zone de déchargement des déchets non dangereux, du tapis d'alimentation de la chaîne de tri et du trommel : Les émissions collectées sont à traiter et à rejeter par une cheminée d'une hauteur minimale de 12 mètres.*

L'exploitant n'a jamais mis en place une telle cheminée, mais un dispositif de filtration par manches a été constaté lors d'une visite du site.

Lors de nos visites de l'établissement, nous n'avons pas constaté d'émissions de poussières significatives, ni ressenti une gêne respiratoire.

Ceci étant, le projet d'arrêté ci-joint impose à l'article 3.1.6. :

« En cas de plainte ou à la demande de l'inspection des installations classées, une campagne de mesures des retombées de poussières aux abords de l'établissement peut être demandée, elle est à réaliser par un organisme de compétence reconnue, aux frais de l'exploitant.

Les poussières sont caractérisées selon les normes en vigueur (poussières totales, fibres d'amiante, poussières siliceuses, poussières métalliques...). »

Le dernier alinéa de l'article 3.2.1 de ce projet d'arrêté impose également :

Les rejets issus de l'unité de tri de déchets non dangereux (aire de déchargement, trommel, convoyeurs à bande) sont collectés et dirigés pour traitement vers une installation de dépoussiérage adaptée.

*** Stock de déchets à trier (article III modifié par l'arrêté du 5 juillet 2005) :** *Il est imposé que les déchets non dangereux reçus doivent être triés le jour même de leur arrivée, à l'exception d'un stock tampon, limité à 360 m³ et situé à l'intérieur d'un bâtiment doté d'un dispositif de détection d'incendie opérationnel en permanence. L'existence de ce stock tampon est conditionné par le bon fonctionnement de ce dispositif ou toute solution d'efficacité équivalente. Ce stock doit être traité au maximum sous 48 heures.*

Aucun stockage de déchets en benne n'est autorisé en dehors des heures d'ouverture de l'établissement.

L'exploitant signale qu'en cas de nécessité (par exemple un dysfonctionnement de la chaîne de tri ou d'un engin), les bennes peuvent ne pas être vidées. Elles demeurent alors avec leur contenu dans la zone de stockage extérieure référencée E (voir plan annexé au projet d'arrêté). L'exploitant souligne que ce cas de figure a été intégré dans l'étude de dangers mise à jour, il n'induit pas de zone de danger importante pour le voisinage.

Nous proposons la rédaction suivante à l'article 5.2.5.1 du projet d'arrêté ci-joint :

« Les déchets non dangereux reçus doivent habituellement être triés le jour même de leur arrivée. Ceci étant, est acceptée l'existence d'un stock tampon limité à 360 m³ et situé à l'intérieur d'un bâtiment doté d'un dispositif de détection d'incendie opérationnel en permanence. L'existence de ce stock tampon est conditionné par le bon fonctionnement de ce dispositif ou toute solution d'efficacité équivalente. Ce stock doit être traité au maximum sous 48 heures.

En cas d'événement exceptionnel, le stockage de déchets non dangereux en benne est autorisé, pour un volume maximum de 200 m³, ce stock doit être traité au maximum sous 48 heures.»

II – MISE A JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS DU CENTRE

L'étude transmise intègre les évolutions présentées ci-dessus ; ses points essentiels sont les suivants :

a) Caractéristiques des bâtiments du centre

Les dispositions constructives des différents bâtiments du centre sont synthétisées dans le tableau page suivante (DIB : Déchets industriels banals – DD : Déchets dangereux).

Bâtiment	Dimensions			Dispositions constructives	Système de détection incendie	Système de protection incendie
	Longueur (m)	Largeur (m)	Hauteur (m)			
Bâtiment de stockage des papiers, cartons plastiques	46,25	25	7m	Bardage métallique (façade au Nord et à l'Est) Mur coupe-feu sur une hauteur de 4 m (façades au Sud et à l'Ouest) Toiture bac acier	Détection de fumée	RIA Extincteur portables Système de désenfumage
Bâtiment de tri DIB	72,50	25	7m	Bardage métallique Toiture bac acier	Détection de fumée	RIA Extincteur portables Système de désenfumage
Hall de stockage des balles de déchets	28	20	8,6m côté parking 10,5m côté CDT	Bardage métallique Toiture bac acier	Détection de fumée	RIA Poteau incendie
Bâtiment de stockage des DD	23	7,5	5 m	Bardage métallique Toiture bac acier	Détection de fumée Détection de flamme Détection de chaleur	Système d'extinction automatique à poudre Extincteurs portables
Local chaudière	6,5	2,5	4,60	Murs en parpaing Toiture bac acier	Détection gaz	-
Aire de lavage / mécanique	25	18,75	5 m	Bardage métallique Toiture bac acier	/	Extincteurs portables
Atelier hydraulique	13,75	10	4m	Bardage métallique Toiture bac acier	/	Extincteurs portables

b) Prévention des risques

Pour limiter les risques d'intrusion et de malveillance, les mesures suivantes sont adoptées :

- Terrain clôturé sur sa totalité sur une hauteur d'environ 2 mètres ;
- fermeture quotidienne des portails ainsi que de tous les accès aux bâtiments ;
- site sous alarme et sous vidéo surveillance (prévue courant 2017).

La prévention des risques d'incendie et d'explosion est assurée par les dispositions suivantes :

Foudre : Une analyse du risque foudre a été effectuée, les recommandations édictées ont fait l'objet d'une étude technique, les travaux correspondants ont été réalisés.

Travaux avec points chauds : Ils sont soumis à permis de feu.

Cigarettes, allumettes : Il est strictement interdit de fumer en dehors de zones clairement identifiées et délimitées.

Étincelles électrostatiques : Toutes les installations fixées du centre sont reliées à la terre. Le port de vêtements et de chaussures antistatiques est obligatoire dans les zones à risque d'explosion (zones ATEX). Le local de stockage de déchets dangereux est équipé d'un système de ventilation mécanique.

Installations électriques : Elles sont conformes aux normes en vigueur et contrôlées annuellement par un organisme extérieur. Dans les zones ATEX, des équipements adaptés sont présents. Un contrôle des points chauds par thermographie infrarouge est réalisé annuellement.

Réactions chimiques : Les produits incompatibles sont placés dans des cuvettes de rétention distinctes.

Comportements dangereux : Une formation du personnel et une information/formation des intervenants extérieurs sont assurés.

Déversements accidentels de polluants : La plate-forme de transit des déchets dangereux est équipée de rétentions au niveau des étagères de stockage. De plus, le sol du local forme une rétention avec des pentes dirigeant un déversement éventuel vers deux regards borgnes. Ainsi, l'opérateur peut actionner un système de pompage du liquide déversé et son stockage dans une cuve de 3 m³ réservée à cet usage, située à l'intérieur de la plate-forme.

Pour ce qui concerne la station-service du centre, l'aire de lavage et l'atelier d'entretien, un réseau de collecte des eaux potentiellement polluées est en place. Il est équipé d'un débourbeur-déshuileur avant rejet dans le réseau communal de collecte des eaux usées. Trois vannes de barrage sur le réseau permettent de bloquer dans le centre un épandage accidentel de liquide polluant. Dans ce cas, ce sont les canalisations à l'amont des vannes et les surfaces étanches en béton qui font office de confinement.

Autres dispositions : Signalons également que d'autres mesures telles que l'existence d'un plan de circulation des véhicules à l'intérieur du centre, des règles de conduite (vitesse limitée notamment), des règles de chargement-déchargement des déchets..., contribuent à la prévention des risques.

Détection incendie au niveau de la plate-forme de déchets dangereux :

1 – Détection électronique, composée de :

- * 4 détecteurs optiques de flamme répartis sur deux zones, protégeant la partie centrale du local ;
- * 11 détecteurs optiques de fumée répartis sur quatre zones dans les casiers.

Le déclenchement de cet équipement donne l'alarme générale si des flammes ou de la fumée sont détectées. Il ne déclenche pas l'extinction automatiquement. L'alarme est transmise à une société de télésurveillance. En cas d'alarme, une levée de doute est effectuée, puis l'extinction est déclenchée par commandes manuelles.

S'il n'y a pas d'intervention assez rapide, la détection thermo-pneumatique prend le relai.

2 – Détection thermo-pneumatique, composée de :

- * 11 thermo-détecteurs équipés d'ampoule à 68°C, répartis sur quatre zones dans les casiers ;
- * 4 coffrets déclencheurs par gaz carbonique (un par zone) ;
- * 5 réservoirs à poudre (3 de 100 kg et 2 de 50 kg) ;
- * 5 bouteilles de chasse avec déclencheur par gaz carbonique ;
- * 5 réseaux de diffusion de poudre avec 20 buses de diffusion réparties dans les racks.

Une température supérieure à 68 °C, détectée par au moins un thermo-détecteur, entraîne le déclenchement du système d'extinction couvrant la zone concernée, avec information de la société de télésurveillance.

Il est possible de déclencher les installations une à une et par zone, au moyen de commandes manuelles situées à l'extérieur du bâtiment.

Détection incendie au niveau de la plate-forme de déchets non dangereux : Elle se compose de 4 déclencheurs manuels d'alarme incendie, d'un système de détection de fumée dans le centre de tri. Ce système déclenche une alarme reportée vers la société de télésurveillance. Celle-ci appelle une chaîne de numéros téléphoniques de l'exploitant et envoie un agent sur place. Le délai d'intervention est d'environ un quart d'heure. En dehors des heures d'ouverture du centre, l'appel des sapeurs pompiers est direct.

c) Moyens d'extinction

Ceux dans le centre : Outre les moyens déjà cités pour la plate-forme des déchets dangereux, il y a de divers extincteurs portables (6 kg) ou sur roues (50 kg), des robinets d'incendie armés (RIA) et un poteau d'incendie situé sur le centre (sous le hall de stockage des balles) : Débit maximum de 94 m³/h, débit maximum de 83 m³/h avec une pression de 1 bar.

Ceux hors du centre : Poteaux d'incendie dont les plus proches du centre sont situés au Sud et au Sud-Est.

d) Calcul des besoins en eau pour l'extinction d'un incendie

La méthodologie utilisée est celle figurant dans le document technique D9, de septembre 2001, rédigé par le CNPP (Centre National de Prévention et de Protection), la FFSA (Fédération Française des Sociétés d'Assurances) et l'INESC (Institut National d'Études et la Sécurité Civile).

Dans l'hypothèse d'un incendie pouvant être maîtrisé en deux heures, les besoins en eau calculés s'élèvent à 900 m³, soit 450 m³/h.

L'exploitant a précisé, dans un premier temps, que ces besoins sont couverts par le réseau public, par l'intermédiaire des poteaux d'incendie couvrant la zone, selon le plan figurant à la page 70/166 de l'étude de dangers.

e) Calcul du volume de confinement des eaux d'extinction

Les eaux d'extinction d'un incendie sont susceptibles d'être chargées en polluants et ne peuvent donc être déversées dans le milieu naturel sans contrôles préalables, d'où la nécessité d'un confinement. La méthodologie utilisée est celle figurant dans le document technique D9A, d'août 2004, rédigé par le CNPP, la FFSA et l'INESC.

Le volume total de confinement nécessaire s'élève à 1066 m³.

Certaines parties du centre peuvent faire office de rétention en raison des pentes du sol, de murets mis en place, et de trois vannes de barrage sur le réseau des canalisations internes du centre. Le volume de rétention ainsi obtenu est : $580 + 500 = 1350 \text{ m}^3$.

f) Pertes d'utilités

L'analyse des pertes d'utilités (électricité, gaz naturel, eau incendie) montre l'absence de situation critique, excepté pour l'eau incendie, dont l'unique source est à ce jour le réseau d'alimentation public.

g) Évaluation préliminaire des risques

Un examen exhaustif des dérives possibles, et l'évaluation de leurs conséquences en termes de gravité sur les personnes, conduit à la détermination des événements redoutés susceptibles de conduire à des phénomènes dangereux majeurs. Ainsi, les phénomènes dangereux suivants ont été retenus :

- PhD 1 : Incendie généralisé dans le bâtiment de stockage de papiers-cartons-plastiques en vrac ;
- PhD 2 : Incendie généralisé dans le bâtiment de stockage de papiers-cartons-plastiques en balles ;
- PhD 3 : Incendie dans une benne contenant des déchets non dangereux ;
- PhD 4 : Incendie généralisé sur la plate-forme de tri de déchets non dangereux ;
- PhD 5 : Incendie généralisé dans le bâtiment de stockage de déchets dangereux ;
- PhD 6 : Feu de nappe au niveau de la rétention du réservoir aérien de fioul ;
- PhD 7 : Explosion du ciel gazeux du réservoir aérien de fioul ;
- PhD 8 : Feu de nappe au niveau de la zone d'approvisionnement en gasoil.

h) Détermination des effets :

PhD 1 : Il existe un mur coupe-feu sur les façades Sud et Est du bâtiment, d'une hauteur de 6,5 m. Selon les hypothèses et la modélisation adoptées, les effets thermiques significatifs d'un incendie (flux d'au moins 3 KW/m^2 , seuil des effets irréversibles) ne sortiraient pas du site.

PhD 2 : Selon les hypothèses et la modélisation adoptées, les effets thermiques significatifs d'un incendie ne sortiraient pas du site.

PhD 3 : Selon les hypothèses et la modélisation adoptées, les effets thermiques significatifs d'un incendie sortiraient à l'Est du site.

PhD 4 : Selon les hypothèses et la modélisation adoptées, les effets thermiques significatifs d'un incendie sortiraient au Nord du site.

PhD 5 : Selon les hypothèses et la modélisation adoptées, les effets thermiques significatifs d'un incendie ne sortiraient pas du site, et la toxicité des fumées émises conduit au tableau suivant :

	Seuil des effets létaux significatifs	Seuil des effets irréversibles
Cible à hauteur d'homme (1,5 m (quelles que soient les conditions météo))	Non atteint	Non atteint
Cible à 10 m de hauteur (quelles que soient les conditions météo)	Non atteint	30 m
Cible à 30 m de hauteur (quelles que soient les conditions météo)	20 m	55 m

Bureau VERITAS souligne que les distances sont à considérer comme des ordres de grandeur, elles reposent en effet sur des modèles semi-empiriques et des hypothèses de calcul. Elles apparaissent pénalisantes, au vu de l'accidentologie. Il n'y a personne dans les zones impactées.

PhD 6 : Selon les hypothèses et la modélisation adoptées, les effets thermiques significatifs d'un incendie ne sortiraient pas du site.

PhD 7 : Selon les hypothèses et la modélisation adoptées, les effets de surpression significatifs d'une explosion (surpression d'au moins 50 mbar, seuil des effets irréversibles – surpression d'au moins 20 mbar, effets indirects par bris de vitres) sortiraient au Nord du site.

PhD 8 : Selon les hypothèses et la modélisation adoptées, les effets thermiques significatifs d'un incendie sortiraient au Nord du site.

i) Effets dominos possibles :

Dans le cas d'un incendie, les effets dominos peuvent survenir si le flux thermique reçu atteint 8 KW/m².

PhD 2 : Effets dominos sur le bâtiment de stockage de papiers-cartons-plastiques en vrac, ainsi que la plateforme de tri de déchets non dangereux.

PhD 4 : Effets dominos sur le bâtiment de stockage de papiers-cartons-plastiques en vrac.

PhD 5 : Effets dominos sur la plate-forme de tri de déchets non dangereux.

j) Probabilité d'occurrence et gravité des phénomènes dangereux – Criticité

La probabilité d'occurrence a été estimée de façon qualitative ou semi-quantitative, en se basant sur le retour d'expérience et sur des bases de données reconnues (Guide Dépôts de Liquides Inflammables – DRA 34. INERIS), elle a été réduite en tenant compte des mesures de prévention ou protection mises en place (voir tableau en annexe 3, arrêté ministériel du 29 septembre 2005).

La gravité est liée à la présence de personnes dans les zones d'effets (voir tableau en annexe 3, arrêté ministériel du 29 septembre 2005).

Les résultats figurent dans la matrice de criticité ci-dessous (circulaire du 10 mai 2010 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents) :

Gravité	Probabilité (sens croissant de E vers A)				
	E	D	C	B	A
5. Désastreux					
4. Catastrophique					
3. Important					
2. Sérieux				PhD3	
1. Modéré		PhD7 PhD8	PhD4		

L'étude de dangers conclut :

- qu'aucun phénomène dangereux n'est situé dans une case rouge de la matrice ;
- que le critère de 5 phénomènes dangereux maximum situés dans une case orange est largement respecté.

Le centre a donc un niveau de risque « acceptable » au sens de la circulaire du 10 mai 2010. La visualisation des zones d'effets des phénomènes dangereux n°1 à 8 figure en annexe 4 à l'étude de dangers.

III – POSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

En l'état actuel des connaissances et sur la base des hypothèses adoptées, l'étude de danger a permis de constater l'acceptabilité des risques induits dans le cadre de l'exploitation des installations du centre.

Ceci étant, comme l'exploitant le souligne dans sa conclusion, ce niveau de risque acceptable repose sur la mise en place et le maintien des mesures de prévention et de protection présentées dans l'étude.

De plus, soulignons les quelques points remarquables suivants :

En cas d'incendie au niveau d'une benne en attente à l'Est du centre (phénomène dangereux n°3), un flux thermique supérieur à 3 KW/m² affecterait la voie publique, sur une faible largeur toutefois.

En cas d'incendie au niveau de la plate-forme de stockage des déchets dangereux (phénomène dangereux n°5), des émissions toxiques seraient générées et pourraient présenter des dangers dans certaines conditions (partie du terrain ambulance BEN, à partir de 10 m de hauteur). Aucun danger n'existe à ce jour du fait de l'absence d'immeuble dans la zone concernée.

Pour certains incendies, le recours à des poteaux d'incendie implantés à plus de 100 m du centre semble à priori nécessaire afin d'obtenir le débit calculé de 450 m³/h. L'unique ressource en eau d'extinction d'incendie est à ce jour le réseau d'alimentation public.

Pour ce qui concerne le dossier de porter à connaissance, ses volets suivants appellent de notre part des précisions :

*** Activité de collecte de déchets apportés par leur producteur initial, relevant de la rubrique 2710**

L'activité relève du régime de la déclaration, les prescriptions applicables figurent :

- pour la gestion des déchets dangereux, dans l'arrêté ministériel du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 ;
- pour la gestion des déchets non dangereux, dans l'arrêté ministériel du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2.

Le projet d'arrêté ci-joint au présent rapport impose à son article 1.7.1 les prescriptions des deux arrêtés ministériels sus-cités.

*** Installations de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux, relevant de la rubrique 2714**

L'augmentation envisagée du dépôt des déchets de plastiques et caoutchouc a été prise en compte dans l'étude de dangers. Les résultats sont acceptables selon cette étude.

*** Evolution des horaires d'ouverture du centre**

La réalisation d'une campagne de mesures des émissions sonores dans un délai de trois mois est imposée à l'article 9.2.5 du projet d'arrêté ci-joint.

*** Intégration de l'activité de transit de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes**

Il s'agit d'une activité relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2718, créée par décret du 13 avril 2010. Dans la mesure où elle est mentionnée dans l'arrêté préfectoral du 15 avril 2004 relatif au centre, l'exploitant bénéficie des droits acquis, bien que cette rubrique 2718 ait été omise dans l'arrêté préfectoral du 27 juin 2012 de mise à jour des rubriques de classement du centre. Le chapitre 8.1 du projet d'arrêté ci-joint impose des prescriptions relatives à cette activité.

IV – CONSULTATION EFFECTUÉE

Monsieur le Préfet de la Drôme a consulté sur cette affaire la mairie de VALENCE et le service départemental d'incendie et de secours de la Drôme.

Par lettre du 15 février 2017, la mairie de VALENCE précise qu'elle ne formule pas d'observations particulières.

Par lettre du 9 mars 2017, le Chef du service départemental d'incendie et de secours de la Drôme a demandé de s'assurer que le réseau est en capacité de fournir 450 m³/h de débit simultané. Dans le cas contraire, il conviendra de mettre en place une Défense Extérieure Contre l'Incendie mixte : Réseau surpressé et réserve incendie : Installer une réserve incendie exploitable de 600 m³. La réserve devra posséder deux aires d'aspiration aménagées de 8 X 4 mètres avec une colonne d'aspiration munie d'un raccord symétrique de diamètre 100. La hauteur d'aspiration ne sera pas, dans les conditions les plus défavorables, supérieure à 6 mètres. La réserve sera installée à plus de 10 m et à moins de 100 mètres des risques à défendre.

Nous avons communiqué à l'exploitant les demandes formulées par le Chef du service départemental d'incendie et de secours de la Drôme. Au terme de plusieurs échanges, l'exploitant nous a communiqué un courriel du 3 novembre 2017 de monsieur Christophe NUBLAT, Responsable Pôle Patrimoine, Prospective et Projets de la ville de VALENCE qui précise que les possibilités techniques pour augmenter le débit disponible sur les poteaux incendie M12 et M39 ont été étudiées. Dans le 1^{er} semestre 2018, une modification du réseau permettant un maillage de différentes conduites dans ce secteur sera réalisée, ce qui conduira à une augmentation significative du débit disponible à 120 m³/h sur chacun des poteaux en simultané soit 240 m³/h.

Monsieur Christophe NUBLAT s'engage, dès les travaux réalisés, à envoyer à la société ONYX ARA une attestation garantissant ce résultat.

Par courriel du 9 novembre 2017, la société ONYX ARA nous informe qu'elle s'engage à mettre en place dans son établissement, avant le 1^{er} avril 2018, une réserve incendie d'une capacité minimale de 420 m³. Ainsi, le débit global en eau disponible attendrait 900 m³ pour deux heures, conformément aux besoins calculés dans l'étude de dangers.

Nous proposons donc d'imposer à l'exploitant la prescription suivante, figurant à l'article 7.2.5 du projet d'arrêté ci-joint :

« *L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :*

- (...)

- **D'ici au 1^{er} juillet 2018, d'un réseau, qui peut être public, d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implanté de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres des appareils permettant de fournir un débit minimal global de 240 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures, sous une pression minimale de 1 bar, et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur. D'ici au 1^{er} avril 2018, ce réseau est complété par une réserve d'eau incendie, d'une capacité minimale de 420 m³. La réserve devra être disponible en permanence et posséder deux aires d'aspiration aménagées de 8 X 4 mètres avec une colonne d'aspiration munie d'un raccord symétrique de diamètre 100. La hauteur d'aspiration ne sera pas, dans les conditions les plus**

défavorables, supérieure à 6 mètres. La réserve sera installée à plus de 10 m et à moins de 100 mètres des risques à défendre.

(...))

V – CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT

En application de l'article R. 181-46 (anciennement R. 512-33) du code de l'environnement, la société ONYX ARA a transmis à monsieur le Préfet de la Drôme un dossier de porter à connaissance portant sur les évolutions notables des installations survenues au fil des ans dans son centre de gestion de déchets situé à VALENCE, Z.A. Briffaut Est. L'examen de ces évolutions nous conduit à considérer, à la lumière de la circulaire ministérielle du 14 mai 2012, qu'aucune ne nécessite d'entreprendre une nouvelle procédure de demande d'autorisation environnementale.

La mise à jour de l'étude de dangers relative au centre a été réalisée. Elle montre, entre autres, que les moyens d'extinction en eau sont à ce jour sont insuffisants, d'où la nécessité de les renforcer dans le courant du premier semestre 2018.

En application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, nous proposons une mise à jour globale des prescriptions applicables à l'établissement. Selon ce même article, cette affaire peut ou non être soumise à l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST). La mairie et VALENCE et le Chef du service départemental d'incendie et de secours de la Drôme ont été consultés. Conformément à la politique décidée dans le département de la Drôme, nous proposons de ne pas solliciter l'avis du CODERST sur cette affaire.

L'inspecteur de l'environnement

Pascal BRIE

Vu, adopté et transmis à monsieur le préfet de la Drôme
Valence, le

20 NOV. 2017

Pour la directrice,
le chef de l'unité Inter-Départementale Drôme-Ardèche



Gilles GEFFRAYE

ANNEXE I

Tableau de classement actuel du centre

A : autorisation

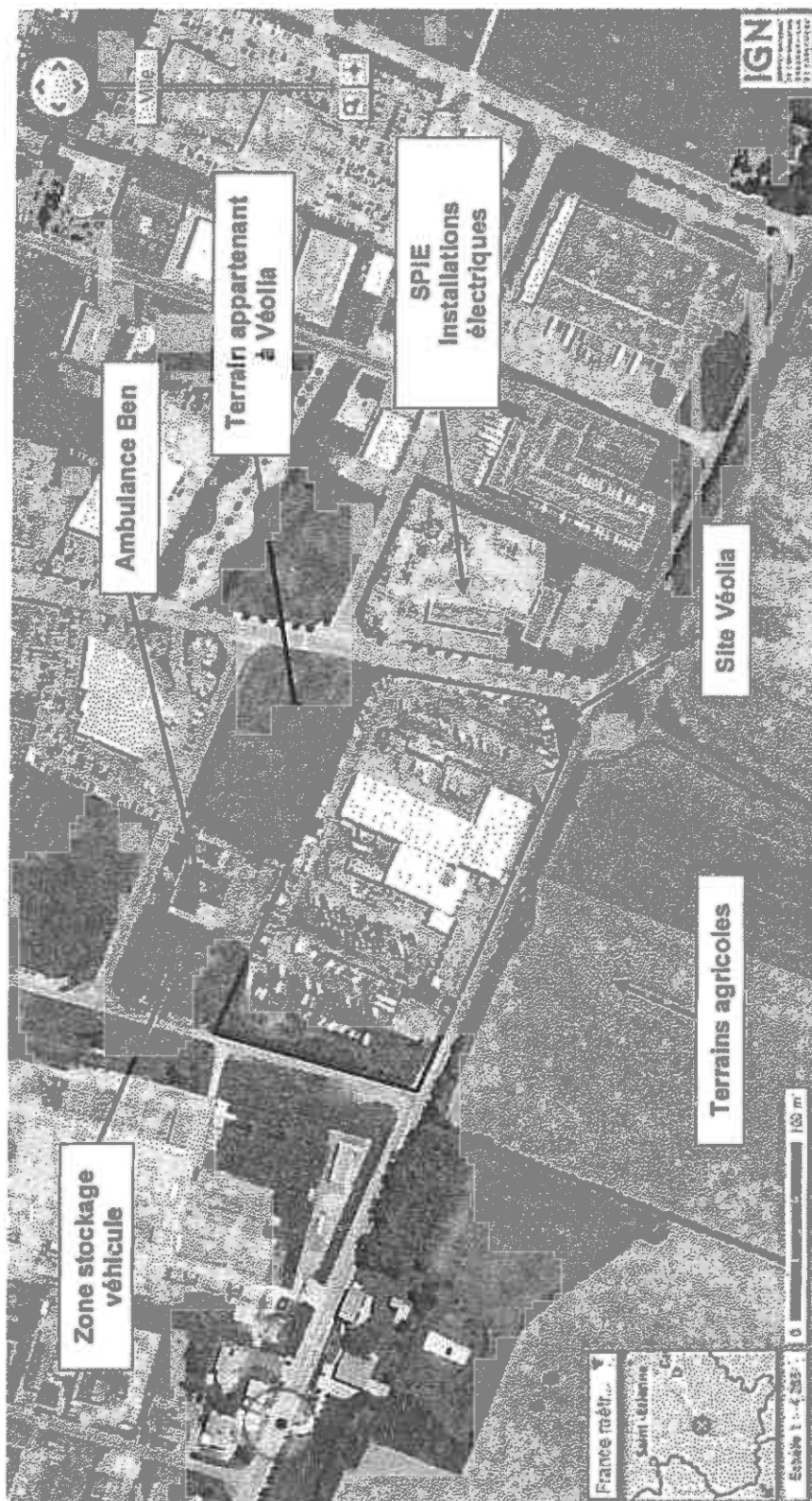
D : déclaration

C : avec Contrôle périodique

NC : non classé

Rubrique	A,D,NC	Libellé de la rubrique (activité)
2714.1	A	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées <u>aux rubriques 2710 et 2711</u>.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 1000 m³ : Il s'élève au maximum à <u>1400 m³</u>, ainsi composé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plastiques, caoutchouc : 150 m³ ; - Papiers, cartons : 860 m³ ; - Bois : 150 m³ - Déchets verts : 240 m³
2717.2	A	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées <u>aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712 et 2719</u>.</p> <p>2. La quantité des substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS et supérieures ou égales aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.</p> <p>Quantités maximales stockées, par catégorie de déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Substances relevant de la rubrique 1172, contenues dans les déchets : 1250 kg - Substances relevant de la rubrique 1173, contenues dans les déchets : 2500 kg - Substances relevant de la rubrique 1111, contenues dans les déchets : 750 kg - Substances relevant de la rubrique 1131, contenues dans les déchets : 397 kg - Substances relevant de la rubrique 1411, contenues dans les déchets : 1250 kg - Substances relevant de la rubrique 1432, contenues dans les déchets : 8250 kg
1435	DC	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant supérieur à 100 m³ et inférieur ou égal à 3500 m³, il s'élève à 163 m³ par an, ainsi composé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - gasoil : 800 m³/an, soit 160 m³/an en volume équivalent ; - fioul : 15 m³/an, soit 3 m³/an en volume équivalent.
2716.2	DC	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des activités visées <u>aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719</u>.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant compris entre 100 et 1000 m³ : Il s'élève au maximum à <u>720 m³</u>, ainsi composé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - quantité maximale de déchets non triés : 360 m³ - quantité maximale de refus stockés : 360 m³
2791.2	DC	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées <u>aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782</u>.</p> <p>La quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/j, elle s'élève à 9 t/j.</p>
2713	D	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées <u>aux rubriques 2710, 2711 et 2712</u>.</p> <p>La surface étant comprise entre 100 et 1000 m², elle s'élève à 150 m².</p>
1432	NC	<p>Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m³, le volume équivalent s'élève à 2,28 m³, ainsi composé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stockage de gasoil : 32 m³ en cuve enterrée double enveloppe avec détecteur de fuite, soit 1,28 m³ de volume équivalent ; - Stockage de fioul : 5 m³ en cuve aérienne, soit 1 m³ de volume équivalent.

ANNEXE 2
Plan du site et de ses abords



ANNEXE 3
Tableaux de probabilité et gravité

Probabilité

Niveau de fréquence	E	D	C	B	A
Qualitative	Possible mais extrêmement peu probable N'est pas impossible au vu des connaissances actuelles mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années d'installations	Très improbable S'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais a fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité	Improbable S'est déjà produit dans secteur d'activité ou dans ce type d'organisation au niveau mondial, sans que les éventuelles corrections intervenues depuis apportent une garantie de réduction significative de sa probabilité	Probable S'est déjà produit et/ou peut se reproduire pendant la durée de vie de l'installation	Courant S'est produit sur site considéré et/ou peut se produire à plusieurs reprises pendant la durée de vie de l'installation malgré d'éventuelles mesures correctrices
½ quantitative	Cette échelle est intermédiaire entre les échelles qualitative et quantitative, et permet de tenir compte des mesures de maîtrise des risques mises en place				
Quantitative (par unité et par an)	10^{-6}	10^{-4}	10^{-3}	10^{-2}	

Gravité

Niveau de gravité	Zone délimitée par le seuil des effets létaux significatifs	Zone délimitée par le seuil des effets létaux	Zone délimitée par le seuil des effets irréversibles sur la vie humaine
5. Désastreux	Plus de 10 personnes exposées ⁽¹⁾	Plus de 100 personnes exposées	Plus de 1 000 personnes exposées
4. Catastrophique	Moins de 10 personnes exposées	Entre 10 et 100 personnes exposées	Entre 100 et 1 000 personnes exposées
3. Important	Au plus 1 personne exposée	Entre 1 et 10 personnes exposées	Entre 10 et 100 personnes exposées
2. Sérieux	Aucune personne exposée	Au plus 1 personne exposée	Moins de 10 personnes exposées
1. Modéré	Pas de zone de létalité hors établissement		Présence humaine exposées à des effets irréversibles inférieure à « une personne »

⁽¹⁾ Personnes exposées : personnes exposées à l'extérieur des limites du site, en tenant compte le cas échéant des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux si la cinétique de ce dernier et de la propagation de ses effets le permettent.